

Démocratie, coopération, droit a la ville...

Ces petites initiatives qui valent de l'or

En Afrique, très peu de pays arrivent encore à satisfaire les besoins de la population pour ce qui est de l'accès au logement, à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Oubliées sur les marges des villes et à l'ombre des plans d'urbanisme, les pauvres et autres couches défavorisées sont livrés à eux-mêmes la plupart du temps. Certes, il existe de nombreuses initiatives pour faciliter l'accès des pauvres à l'eau potable, mais des efforts supplémentaires venant de l'Etat et des élus sont devenus plus qu'une nécessité dans certains quartiers des grandes cités.

L'urbanisation galopante des villes rend difficile la recherche de solutions adéquates à la problématique d'accès aux services sociaux de base en Afrique. Aujourd'hui encore, 71,19% des populations de l'Afrique subsaharienne vivent dans des quartiers périphériques pauvres qui ont difficilement accès à l'eau potable. Le constat le plus alarmant est aussi que le continent continue à être victime des conflits transfrontaliers issus des modes de partage des ressources naturelles. Avec la maîtrise des sources d'eau comme première raison invoquées dans certaines régions.

Depuis 1990, les organisations de la société civile à s'impliquent activement dans le domaine de la gestion durable des questions d'eau et d'assainissement. L'objectif de cette lutte est d'aborder la crise urbaine de l'eau à travers une gestion efficace et efficiente de la demande en eau. Elle vise aussi le renforcement des capacités en vue d'atténuer l'impact de l'urbanisation sur les ressources en eau douce ; et encore elle cherche à stimuler l'éveil des consciences et les échanges d'informations sur la gestion et la conservation de l'eau.

Les organisations de la société civile agissent également pour faciliter la création d'un environnement propice aux investissements en faveur des pauvres dans les secteurs de l'eau et l'assainissement. Ce mécanisme pourrait servir de moteur à l'augmentation du volume du flux d'investissements et de l'efficacité de l'Aide Publique au Développement dans ce secteur. Les six domaines d'intervention des organisations de la Société Civile sont généralement :

- La gouvernance concertée en faveur des pauvres et le suivi des investissements ;
- L'assainissement en faveur des pauvres en milieu urbain ;
- La gestion des bassins versants urbains ;
- L'éducation relative à l'eau dans les écoles et communautés ;
- Le plaidoyer, la sensibilisation et l'échange d'information ;

En décembre 2006, l'Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré 2008, « Année Internationale de l'Assainissement » (Aia). Cette déclaration corroborait ainsi les constats selon lesquels :

- l'assainissement est vital pour la santé,
- il améliore le développement social,
- il constitue un investissement économique important,
- il contribue à l'amélioration du cadre environnemental.

Force est de reconnaître que l'assainissement ne peut être une priorité dans les pays pauvres sans une réelle volonté politique. Dans la plupart des cas, les décideurs parlent d'eau et d'assainissement avec la ferme conviction qu'il s'agit d'un seul et même élément. Mais on sait que la priorité a toujours été réservée à l'eau au détriment de l'assainissement. Entre autres constats négatifs, signalons encore que les ressources financières et humaines nécessaires n'ont pas toujours été mobilisées pour faire face à cette « crise de l'assainissement ». Or au même moment, l'objectif 10 des Objectifs du Millénaire pour le Développement (Omd) a proposé, pour corriger cette anomalie, de relever le défi en matière d'assainissement et d'hygiène de réduire de moitié la proportion de populations qui n'y

ont pas accès d'ici à l'horizon 2015. Cet objectif ne pourrait être atteint que par la volonté politique et l'action conjuguée de tous les acteurs impliqués.

Les analyses qui précèdent sont également valables pour l'accès au logement. En 2008 déjà, trois rencontres ont été organisées pour faire face aux défis qui se posent à la coalition à Addis Abéba, à Bamako et au Burkina Faso. Pour l'année en cours, une rencontre a été organisée à Toronto sur le thème du VIH-Sida. Cette seconde rencontre de Saly sur le thème Eau-Assainissement aura pour objectif de cerner les principaux défis qui se posent à HIC. Elle sera suivie de celle de Yaoundé en Août.

Le défi principal qui se pose à Hic-Afrique, selon ses initiateurs, « est de définir les stratégies pour influencer les politiques des gouvernements, consolider les acquis et gagner en efficacité pour être plus proactive. » Cette pro-activité nécessite cependant, une vision claire : celle d'un autre monde durable dans lequel on pourra vivre dans la paix et la dignité. Pour mieux agir, expliquent les acteurs sur le terrain, « il faudrait comprendre les changements qui surviennent dans le monde et leur impact sur le vécu des populations les plus démunies et trouver des solutions. »

Cependant il convient d'adapter les stratégies dans la recherche de financement et orienter les stratégies de plaidoyer vers le recouvrement de la dignité humaine ; car ce dernier est un pilier stratégique des droits d'accès à l'eau potable et l'assainissement. Cet argument a été pendant longtemps le combat de Hic et il a fallu vingt ans à la Commission Africaine pour adopter cette position.

Assainissement et accès au logement

Un terreau propice aux échanges

I- Présentation des expériences : des communications ont été faites, en mettant l'accent sur les initiatives locales adoptées pour l'accès des populations démunies à l'eau, l'assainissement, et au logement.

I-1- Niger : Présentation de l'ONG CDR

En partenariat avec « Eau Vive » l'Ong Cdr a développé un programme d'amélioration de l'habitat dans 4 villes du Niger. L'action vise à améliorer les conditions de vie des populations des territoires urbains et ruraux ciblés à travers : l'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement, le développement d'activités économiques génératrices de revenus, le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et de gestion des différents acteurs et l'appui à la concertation entre acteurs au niveau local, national, sous régional et international.

L'action communale a consisté à la maîtrise des fonds communaux de l'eau, mobilisation de l'épargne locale, la création au niveau de chaque commune d'un poste d'agent technique communal « Eau-Assainissement » à la mise en place de bases de données sur le secteur, à la structuration et formation des maçons, à la mise en place d'un Livre Bleu communal, comme outil de monitoring et de suivi. Pour l'action nationale, il faut noter le renforcement des capacités des bénéficiaires, des porteurs du programme et de leur alliance autour d'un projet commun portant sur la thématique Eau-Assainissement et Décentralisation.

Au niveau sous régional et international, des actions échanges et de réflexion commune dans le cadre de l'initiative «Livre Bleu» regroupant 6 pays d'Afrique de l'Ouest et coordonnée par le SIE ;

I-2- Ethiopie : IHA-UDP

L'approche retenue est celle du "bottom up" pour la prise en charge des questions relatives à l'eau et l'assainissement. Actuellement, le défi principal est le développement de stratégies pour un transfert des responsabilités au niveau des populations. Cependant, les principales entraves au développement

des actions initiées constituent les restrictions politiques par rapport au rôle des organisations de la société civile dans le plaidoyer. Il faut noter des initiatives développées dans la sensibilisation en termes d'accès à l'eau, à l'assainissement et l'hygiène.

I-3- Sénégal: ENDA RUP

Depuis 1990, Enda Rup développe des actions d'assainissement semi-collectif destinées à faciliter l'accès aux populations les plus démunies aux services d'eau et d'assainissement. Elle consiste à mettre en place des ouvrages de dimension réduite dans les concessions : dégraisseurs, décanteur digesteur, bec à laver. Le système est relié à un réseau semi collectif de faible diamètre avec des tuyaux Pvc de diamètre 110. Pour permettre aux ménages démunis d'accéder à ces ouvrages, un système dénommé FOCAUP a également été mis en place. Dans ce système les populations y occupent une place centrale puisqu'elles sont représentées dans le comité dit FOCAUP chargé de gérer les relations entre les ménages, les entreprises et la mutuelle de crédit. Ce système a été identifié par des études indépendantes pouvant permettre d'atteindre les objectifs du millénaire dans le domaine de l'accès à un assainissement décent.

I-4- Egypte: HIC-Mena

Le nombre d'implantations irrégulières estimé à plus de 1200 en Egypte explique amplement l'acuité de la question du logement dans ce pays. La ville du Caire concentre à elle seule plus des 2/3 de ces implantations dont le développement est favorisé par une planification urbaine "capitaliste" qui ne réserve les terres qu'aux constructions de haut standing. Certes, des efforts sont entrain d'être faits par les organisations de la société civile mais il convient de signaler que l'Egypte se caractérise par un régime policier fort qui ne cesse d'inhiber toutes les velléités de protestation.

De ce fait, les populations pauvres sont réduites à coloniser les espaces déprimés et sont souvent victimes des catastrophes naturelles du fait de la précarité de leurs logements. L'intervention de HIC-Mena consiste à renforcer les capacités de communautés locales pour les encourager à construire elles mêmes des logements durables pour limiter le coût de la construction et faire prévaloir des droits sur les terres pour limiter les risques de déguerpissement.

I-5- Cameroun : CIAH

Au Cameroun, l'eau, l'habitat, l'électricité et le droit au logement constituent des problèmes cruciaux. Pour les résoudre, il est nécessaire de faire évoluer les politiques foncières, financières et fiscales pour l'accès à la terre et au logement. Actuellement, le réseau s'investit dans le plaidoyer pour amener les institutions juridiques à aider le gouvernement à prendre efficacement en charge les programmes d'habitat des populations les plus démunies.

I-6- Côte d'Ivoire : Communication de Mme YAO Affloué Pauline

I-7-

La production, le transport et la distribution de l'eau potable dans les localités en Côte d'Ivoire et la gestion des eaux usées à Abidjan sont conduites sur la base d'un partenariat entre le public et le privé. Il faut noter qu'en dehors de ce système, l'Etat ivoirien a créé un ministère en charge des infrastructures et de l'eau sur tout le territoire. Cependant, il se pose le problème de l'absence de politiques centrées sur les technologies appropriées aux populations. S'ajoute à cela, le manque d'esprit civique qui fait que tout ce qui est public n'appartient à personne et par conséquent, personne n'en prend soin. Pour y remédier, il faut construire des coalitions entre les acteurs et développer la capacité des autorités et organisations locales à travailler d'arrache-pied, pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour tout développement touchant de près l'eau, l'assainissement et le logement.

I-8- Guinée : Les ambitions de l'Ong « Habitat pour tous »

L'objectif global de ce projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté, la rénovation et la construction d'un habitat simple et durable pour répondre aux besoins de logement des familles nécessiteuses. Il a pour principale mission de sensibiliser et regrouper tous les acteurs pauvres ou

riches autour de la politique d'élimination des habitations pauvres et insalubres au travers l'aide à la rénovation, à l'achèvement et à la construction d'habitats simples, sans discrimination. L'approche utilisée par Apoha est participative à travers l'identification, la sensibilisation des groupes cibles et leur implication dans les recherches de solutions au problème de logement, de la santé, de leur environnement, de l'hygiène de l'assainissement et leur éducation.

I-9- Mali : Présentation de la COFEPE

Au Mali, le rôle principal du réseau Hic est de conduire les réflexions visant à lever quelques contraintes majeures qui pénalisent fortement l'accès au logement et à un habitat décent pour les catégories sociales à revenu modeste. Le réseau privilégie ainsi la concertation entre les différents acteurs du secteur de l'habitat. Il s'implique dans l'organisation d'ateliers de réflexion organisés par certains de ses membres ou des acteurs externes au groupe tout en ne se privant pas de participer aux manifestations nationales concernant le domaine de l'habitat du logement, de l'eau et de l'assainissement à travers la vulgarisation de système de captage des eaux destiné à l'approvisionnement des écoles en eau potable avec un volet d'assainissement bâti sur la réalisation des ouvrages tels que les latrines et l'animation des modules sur l'éducation environnementale. Le renforcement des capacités des responsables des sociétés coopératives d'habitat est aussi champ d'intervention du réseau au Mali.

I-10- Union des coopératives d'habitat du Mali

Cette coopérative a été créée pour faciliter l'accès des femmes à la terre à la suite de l'expulsion d'une veuve qui avait perdu son mari. Cependant, la coopérative a souffert d'une gestion dispersée et individuelle de ses programmes et encore, de la faiblesse sinon de l'absence de collaboration avec la mairie et les autorités municipales. Pour remédier à toutes ces difficultés, un séminaire a été organisé avec la SNV et Hic-Mali pour doter les femmes de supports pédagogiques. En perspective, la coopérative a prévu des programmes d'auto-construction et demandé à l'Etat, l'octroi de terres pour ces femmes.

I-11- Burkina Faso : Présentation de Coalition Nationale pour l'Habitat

L'objectif principal de cette Organisation non gouvernementale est de permettre aux citoyens d'effectuer des choix dont les effets positifs pourraient les aider à transformer concrètement leur cadre de vie. La mise en place d'un projet sociétal avec la coalition a été perçue comme une avancée majeure : il s'agit d'un mécanisme approprié de financement visant à atteindre les catégories sociales défavorisées. Il est aussi question de prêter aux pauvres pour leur permettre de développer une activité économique en leur offrant un accès au crédit, à l'épargne et à la formation. Dans ce sens, plusieurs activités ont eu lieu au niveau national (Assemblées générales, journées de salubrité dans les régions, fora etc...)

Quelques lignes d'actions pertinentes

Suite aux différentes présentations, on peut noter :

- 1- Qu'il est important de travailler sur le concept d'établissement humain qui considère l'urbanisation comme une dynamique, qui ne crée pas de barrière entre l'urbain et le rural et qui collabore avec toutes les composantes de la population, où elles se trouvent.
- 2- Que le travail social est important, mais les techniques alternatives appropriées peuvent aider les populations démunies à accéder aux services de base
- 3- Il faut développer des connections entre les différents réseaux, et définir des indicateurs de développement humains
- 4- Réfléchir sur les stratégies régionales en matière de financement de logement, mais surtout sur la vulgarisation des informations disponibles

- 5- La communication entre les différentes actions qui se fait à travers les capitalisations d'expériences, mais également à travers le bulletin de liaison comme le SINA, qui relate les actions au niveau des membres de hic reste un pas important. Cependant, ce bulletin doit être traduit dans les autres langues comme en français, en espagnol

Stratégies régionales

La mondialisation et les multiples défis qui se posent dans les établissements humains interpellent Hic et ses partenaires. Ces multiples problèmes sont entres autres, l'accès à un habitat décent, la sécurité du logement, l'eau et l'assainissement et tous ses aspects contribuent un pilier central de la doctrine de Hic. L'objectif étant de permettre à l'homme de recouvrer sa dignité humaine.

Cependant, quelques goulots d'étranglements existent. Au niveau des points focaux régionaux, l'indigence des moyens limitent les objectifs. Il s'y ajoute que certaines organisations membres éprouvent des difficultés à honorer leurs cotisations non pas faute de moyens, mais par le simple fait de problèmes de communication avec le secrétariat. L'astuce évoquée pour pallier à cette difficulté a été de confier la gestion quotidienne aux points focaux régionaux.

Une bonne maitrise de l'environnement externe dans lequel Hic évolue est essentielle pour mieux prendre en charge les défis qui se posent à la coalition. Ceci passe par une interaction étroite avec le Forum social mondial. De plus, la coalition devrait aussi continuer à jouer son rôle de promotion des innovations dans la gouvernance.

Environnement interne

- Disponibilité des rapports des différentes organisations de la société civile
- Disponibilité des expériences positives
- Disponibilité des points focaux
- Bon fonctionnement de la communication
- Projets novateurs

Environnement externe

- Disponibilité du partenaire catalan (ACCD)
- Rapport sur l'eau de Michel CAMDESSUS
- Le cout des services sociaux
- Disponibilité des donateurs
- Synergie avec les autres acteurs
 - Axe stratégique I : Création du prix de l'innovation
 - Renforcement de la traduction des documents

Direction Stratégique

Axe 1 : Développement et diversification des partenaires

Axe 2 : faire de HIC un acteur consultatif dans la définition des politiques sur le logement, l'eau et l'assainissement.

En conclusion, les différents axes stratégiques qui sont aujourd'hui au centre des réflexions sont les suivants :

- Développement des partenariats au niveau interne et externe ;

- Diversification des partenaires (le partenariat avec la coopération catalane est important, mais pas suffisant) ;
- Inscrire HIC comme partenaire essentiel à la prise de position dans tout ce qui concerne l'eau, l'assainissement et le logement. Au niveau de UN-Habitat, il faut que Hic soit dans le groupe de plaidoyer (advisory group) ;
- Il faudrait aussi organiser des prix pour soutenir les meilleures idées et actions, en dehors des voyages et des séminaires ;
- Renforcer également la communication au niveau du Hic à travers la traduction du bulletin de Sina, à faire entre autres traduire le bulletin dans toutes les langues ;

Malick GAYE